



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

03 DEC. 2025

**Arrêté préfectoral du  
portant ouverture d'une consultation publique  
concernant une demande d'enregistrement d'une déchetterie  
sur la commune de RABASTENS (81800) exploitée par le syndicat mixte TRIFYL**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles R. 512-46-1 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 août 2025 portant nomination de Monsieur Vincent FERRIER, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** L'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 avril 2012 définissant les modalités d'affichage sur le site concerné par une demande d'enregistrement au titre 1er du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Vincent FERRIER, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** le dossier déposé le 30 septembre 2025, complété le 3 novembre 2025 par le syndicat mixte TRIFYL, relatif à la demande d'enregistrement d'une installation de collecte de déchets, au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur la commune de Rabastens ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 novembre 2025, estimant le dossier complet et recevable ;
- Vu** la réception du dossier en préfecture en date du 1<sup>er</sup> décembre 2025 ;

**Considérant** que l'installation projetée relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques ICPE - IOTA		Situation actuelle		Situation future	
N°	Intitulé	V ou S d'activité	Régime	V ou S d'activité	Régime
2710-1b	1 - Installation de collecte de déchets dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents : b) ≥ 1 tonne et < 7 tonnes	Tonnage maximal de déchets dangereux : 6,4 T	DC	Tonnage maximal de déchets dangereux : <b>6,64 T</b>	DC
2710-2a	2 - Installation de collecte de déchets non dangereux a) Volume de déchets à entreposer : ≥ 300 m³	Capacité maximale de la déchetterie : 286 m³	DC	Capacité maximale de la déchetterie : <b>544 m³</b>	<b>E</b>
2.1.5.0	Rejet d'eau pluviale [...]	-		<b>0,44ha</b>	D

- En **rouge** les nouvelles activités ou les modifications
- **V** ou **S** d'activité : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.
- E : enregistrement - DC : déclaration avec contrôles - D : déclaration

**Considérant** que la commune de Loupiac est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation ;

**Considérant** qu'il y a lieu de soumettre le dossier à la consultation du public pendant une durée de quatre semaines en mairie de Rabastens et de Loupiac.

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Une consultation publique d'une durée de quatre semaines se déroulera sur les communes de Rabastens et de Loupiac, du **lundi 29 décembre 2025 au mardi 27 janvier 2026 inclus**.

La demande concerne la régularisation d'une déchetterie implantée sur la commune de RABASTENS (81600), à 3,8 km au nord-est du centre-ville, lieu-dit « Fongrave ».

Cette présente consultation publique porte sur la demande d'aménagement de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié, en raison de l'ancienneté de la déchetterie déclarée en 2004.

Cette demande porte sur la gestion des eaux pluviales. Les toitures du site étant historiquement raccordées au réseau d'assainissement en l'absence de dispositif séparatif entre les eaux de toiture et les eaux de voirie, la dérogation sollicitée se justifie par l'ancienneté du bâtiment.

### Article 2

Il est procédé, par les soins du demandeur, dès le dépôt de sa demande et jusqu'à la fin de la consultation, à l'affichage d'un avis sur le site prévu pour l'installation, par le biais d'une ou plusieurs pancartes, visible(s) de la ou des voies publiques et dont le contenu et la forme sont définis par l'arrêté ministériel du 16 avril 2012 susvisé.

Cet avis est complété par l'exploitant dès que le préfet lui a communiqué les conditions dans lesquelles le dossier est soumis à la consultation du public.

### Article 3

Un avis au public est affiché ou rendu public deux semaines au moins avant le début de la consultation du public, de manière à assurer une bonne information du public :

- 1 – par affichage à la mairie de la commune d'implantation et à celle concernée par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source, à savoir la commune de Loupiac ; l'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu et transmis à la préfecture – secrétariat général des affaires départementales - bureau de l'environnement et des affaires foncières - 81013 Albi cedex 09 ;
- 2 – par mise en ligne sur le site internet de la préfecture : [www.tarn.gouv.fr](http://www.tarn.gouv.fr) pendant une durée de quatre semaines ;
- 3 – par publication aux frais du demandeur et par les soins du préfet dans deux journaux diffusés dans le département du Tarn.

### Article 4

Pendant toute la durée de la consultation, le dossier de demande d'enregistrement pourra être consulté :

- en version papier et électronique en mairie de Rabastens et en version électronique à la mairie de Loupiac, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- en version papier et électronique, à la préfecture du Tarn - secrétariat général aux affaires départementales - bureau de l'environnement et des affaires foncières - 81013 Albi cedex 09, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le dossier sera par ailleurs consultable en version dématérialisée pendant la durée de la consultation sur le site internet [www.tarn.gouv.fr](http://www.tarn.gouv.fr).

Toute information sur le dossier peut être obtenue auprès de M. Julien CHEVILLOT (syndicat mixte TRIFYL) par téléphone au 05.63.36.20.60 ou par courriel à l'adresse : [julien.chevillot@trifyl.fr](mailto:julien.chevillot@trifyl.fr) ou de la préfecture du Tarn – secrétariat général aux affaires départementales - bureau de l'environnement et des affaires foncières - 81013 Albi cedex 09.

Le public peut formuler ses observations avant la fin du délai de consultation du public :

- sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Rabastens ;
- les adresser par courrier au préfet du Tarn - secrétariat général aux affaires départementales, bureau de l'environnement et des affaires foncières - 81013 Albi cedex 09 ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-trifyl-rabastens@tarn.gouv.fr](mailto:pref-trifyl-rabastens@tarn.gouv.fr)

Toutes les observations, courriers et courriels réceptionnés après la date de consultation ne pourront être pris en considération.

### Article 5

Les conseils municipaux des communes de Rabastens et de Loupiac sont appelés à donner leurs avis sur la demande d'enregistrement. Ne peut être pris en considération qu'un avis exprimé et communiqué au préfet au plus tard dans les quinze jours suivant la fin de la consultation publique.

### Article 6

Au vu du dossier de demande, des avis des conseils municipaux et des observations du public qui lui sont adressés par le préfet, l'inspection des installations classées établit un rapport comportant ses propositions sur la demande d'enregistrement et, le cas échéant, ses propositions afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

#### **Article 7**

À l'expiration du délai de consultation du public, le maire de Rabastens clôt le registre et l'adresse au préfet du Tarn. Ce dernier annexera au registre les observations qui lui auront été adressées par lettre ou par voie électronique.

#### **Article 8**

À l'issue de la procédure, l'arrêté préfectoral portant enregistrement ou refus de l'exploitation, le cas échéant assorti de prescriptions particulières, est notifié au responsable du projet.

#### **Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, les maires de Rabastens et de Loupiac et le syndicat mixte TRIFYL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise pour information, à la direction régionale de l'aménagement et du logement Occitanie - inspection des installations classées du Tarn.

*Fait à Albi, le 03 DEC. 2025*

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Vincent FERRIER